

**Karine Gatelier\***

***LES RELATIONS RUSSIE-ASIE CENTRALE :  
ENTRE SOUVERAINETÉ ET  
INTERDÉPENDANCE***

Indépendantes depuis bientôt vingt ans (1991), les républiques d'Asie centrale se trouvent confrontées au dilemme de l'affirmation de leur souveraineté dans le contexte d'une relation séculaire d'interdépendance avec la Russie. Elles font partie de ce qu'on a appelé, après l'effondrement de l'URSS, le « proche étranger ». L'héritage historique de cette relation, plus ancien que l'épisode soviétique, donne des droits et des responsabilités à la Russie qui continue de se percevoir comme le garant de la stabilité dans la région. L'accession à l'indépendance, en plus de l'enthousiasme et du sentiment de fierté qu'elle procure, suppose la formation d'une identité distincte qui s'exprime notamment par une politique étrangère : positionnements, discours sont autant de choix politiques qui justifient et incarnent la souveraineté.

Comment affirmer sa souveraineté sans s'aliéner ce voisin géant, ancien « grand frère » qui plus est ? Comment s'assurer la bienveillance, voire la protection, de cet allié sans perdre sa liberté d'action ? Les jeunes républiques d'Asie centrale oscillent donc entre des dynamiques de rapprochement et de mise à distance de la Russie qui répondent à leurs besoins, parfois contradictoires, de souveraineté et de sécurité.

Cet article cherche à étudier les dynamiques qui lient les républiques d'Asie centrale à la Russie, dynamiques d'attraction en quête de protection, coopération, alliances, et celles, en sens inverse, de défiance par des stratégies de partenariats concurrents. Ces dynamiques d'attraction et de défiance se structurent principalement autour de quatre thèmes : la sécurité, le commerce, le pouvoir politique et l'identité.

Ces quatre points seront inégalement développés pour laisser une large place aux dynamiques politiques internes de l'identité et du pouvoir. Dans

---

\* Karine Gatelier est chercheur associé au CREPPEM, Espace Europe, Université Grenoble 2 ; et Professeur associé à Grenoble Ecole de Management.

un premier temps, les domaines sécuritaire et commercial nous permettront de comprendre le besoin des républiques d'Asie centrale de chercher, auprès de leurs voisins, d'autres partenariats que ceux de la Russie et de la Chine. Puis, les dynamiques propres au pouvoir et à l'identité nous aideront à identifier les contraintes qui pèsent sur les choix politiques des jeunes Etats. Enfin, l'actualité récente impose de privilégier l'analyse du Kirghizstan et du Kazakhstan.

### **Sécurité et coopération économique : la Russie et la Chine pèsent de tout leur poids pour tisser un faisceau d'interdépendances**

La sécurité et la coopération économique représentent les enjeux et les intérêts majeurs des relations entre les grandes puissances – Russie, Chine ou Etats-Unis – et les républiques d'Asie centrale. Un état des lieux des relations dans la région permet de comprendre comment la Russie a regagné du terrain après en avoir perdu, particulièrement après les attentats contre les Etats-Unis en septembre 2001. En outre, une association, non dépourvue d'ambiguïté et de risque, avec la Chine lui offre un dispositif supplémentaire de domination dans la région.

*En matière de sécurité, un objectif, deux instruments : faire barrage à l'influence occidentale avec l'Organisation du Traité de Sécurité collective et l'Organisation de Coopération de Shanghai*

L'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC), créée en octobre 2002 à l'initiative de la Russie<sup>1</sup>, intervient comme une véritable alliance en matière de défense, autant qu'un instrument de la domination russe sur ses habituels alliés : Biélorussie, Arménie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, puis finalement l'Ouzbékistan. Le traité qui prévoit des forces communes de réaction rapide (KSOR) de 15 000 hommes et un fonds spécial anti-crise de 10 milliards de dollars, s'avère entièrement dépendant de la Russie : celle-ci participe à hauteur de 7,5 milliards de dollars au fonds anti-crise, et de 10 000 hommes des KSOR. Visant ici à concurrencer dans leurs fonctions à la fois l'OTAN et le FMI, la Russie ne cherche pas à cacher sa position dominante.

L'OTSC conforte donc la présence militaire russe dans la région après une période, ouverte le 11 septembre 2001, où Moscou subissait l'affront de bases européennes et américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Depuis 2003, l'armée russe est désormais présente au Kirghizstan (base de Kant), puis au Kazakhstan (2003) avec la formation des officiers kazakhs dans les institutions militaires russes, et enfin, une base militaire au Tadjikistan (2004) et l'organisation d'exercices communs (2005). C'est en 2006 que l'Ouzbékistan a rejoint l'OTSC. « Même si l'Ouzbékistan ne participera pas de manière permanente aux forces collectives, mais délèguera ses

militaires pour participer à des opérations antiterroristes et antidrogues », comme le précise le magazine d'actualité sur l'Asie centrale en ligne *Ferghana.ru*, « la victoire diplomatique et stratégique de la Russie est incontestable. » Sur le plan multilatéral, un commandement militaire commun de la force de réaction rapide, soit 4 bataillons, a vu le jour en 2003 ; des exercices anti-terroristes conjoints ont eu lieu en 2004.

La présence militaire russe s'accompagne d'un discours sur son engagement durable aux côtés des dirigeants d'Asie centrale, ainsi que les capacités de l'OTSC à faire face aux menaces ressenties par ceux-ci. Ce faisant, elle s'affirme dans sa présence ancienne dans la région, apportant ainsi la preuve de la sincérité et de la stabilité de son alliance, au contraire de l'OTAN et de Washington, dépeints comme uniquement mus par des intérêts stratégiques par conséquent ponctuels et fluctuants, qui alimentent une attitude changeante, indigne d'un véritable allié.

Mais la Russie compte également sur l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). En se donnant pour objectif de développer la coopération dans des domaines aussi diversifiés que la sécurité (mais sans alliance militaire), l'économie, la culture, les énergies, les catastrophes naturelles notamment, l'OCS se révèle l'instrument commun à ses deux puissances fondatrices – Russie et Chine – pour limiter l'influence des Occidentaux. Pour cela, elles se sont entendues sur un objectif commun : défendre le multilatéralisme, et dénoncer l'unilatéralisme. Ici sont directement visés les Etats-Unis.

L'OSC est aujourd'hui l'organisation la plus dynamique dans la région, et depuis 2007, ses interactions avec l'OTSC se développent pour donner l'image d'un nouveau bloc sécuritaire. Néanmoins, au sein de l'OSC, la Russie et la Chine s'inscrivent dans la logique de la coordination politique, plus que dans la recherche d'une véritable alliance, sans doute impossible à aménager, tant elles se trouvent parfois en posture de concurrence. Le commerce et les hydrocarbures n'en sont que quelques exemples.

### *L'investissement de la Chine et de la Russie dans le domaine économique vise à préserver leur accès aux ressources d'Asie centrale*

Le second grand axe de la coopération impulsée par la Russie et la Chine en Asie centrale, la coopération économique, répond à l'objectif majeur d'assurer l'approvisionnement énergétique. On ne sera par conséquent pas étonné d'observer le développement parallèle de la coopération pour la construction d'infrastructures qui permettent de convoier les hydrocarbures et minerais vers la dynamique et consommatrice industrie chinoise. Pour la Russie, l'enjeu est de maintenir la primauté de son réseau d'oléoducs et de gazoducs. Jusqu'à lors, en effet,

l'Asie centrale était uniquement reliée à la Russie, et c'est ce monopole-là que la Russie veut sauvegarder. L'Union européenne, avec Traceca (*Transport Corridor Europ Caucasus Asia*), tout comme les Etats-Unis avec leurs propres projets, nourrissent une stratégie pour concurrencer cette hégémonie, en affichant le dessein politique d'assurer l'indépendance politique et économique des Etats du Caucase et de l'Asie centrale. Contourner la Russie est devenu le moyen pour les Occidentaux d'ouvrir une brèche dans l'interdépendance vis-à-vis de la Russie, et de diversifier leur approvisionnement énergétique.

Enfin, les échanges commerciaux internes à la zone sont eux aussi dominés par la Russie, et la coopération économique s'est renforcée depuis 2001 avec des volumes en progression substantielle : +216,5 % pour le commerce Kazakhstan-Russie entre 2001 et 2005. La Russie reste le premier partenaire commercial pour le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Cette stratégie de domination des échanges commerciaux a donné naissance en 2002 à la Communauté économique eurasienne (CEE – *Evrozec*) réunissant la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan en 2006.

Si la présence militaire russe, avec son engagement d'assurer la sécurité, et les perspectives de débouchés dans les industries russe et chinoise servent à l'évidence les intérêts des régimes centrasiatiques, le risque d'une dépendance excessive est grand. Les républiques d'Asie centrale ne veulent pas d'un nouveau grand frère. C'est pourquoi elles cherchent à diversifier les alliances et développent des relations avec les puissances moyennes de la région : Iran, Inde, Turquie, Pakistan, Afghanistan.

#### *La difficile recherche de dynamiques concurrentes : puissances régionales moyennes et dynamique intra-Asie centrale*

La recherche de rééquilibrage de la part des républiques d'Asie centrale revêt une volonté d'affichage qui prend notamment la forme du statut d'observateur auprès de l'OSC proposé à certains voisins tels que l'Inde, l'Iran et le Pakistan.

Par ailleurs, le développement d'une coopération en matière économique et de sécurité se confirme avec le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et l'Inde, dont la seule base militaire à l'étranger se trouve au Tadjikistan. L'Ouzbékistan est engagé dans des programmes bilatéraux de coopération en matière de sécurité avec le Pakistan, l'Inde et la Chine. De leur côté, le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde travaillent à un projet de gazoduc. Le Kazakhstan, par contraste, et parce qu'il est la troisième puissance de l'OSC, ne recherche pas une telle diversification à laquelle il aurait forcément à perdre de son influence. Ces partenariats pèsent bien peu

face à la Russie et la Chine. Quant aux dynamiques d'intégration régionales, pour exister, elles devraient surmonter un contexte récent peu propice à une véritable coopération.

Au lendemain des indépendances, en effet, les besoins en matière de construction nationale s'imposant, il a fallu donner une réalité à ces Etats artificiels dans leur forme (frontières), inédits en tant qu'Etats souverains et soudains puisque hérités d'un processus extérieur aux sociétés centrasiatiques : l'effondrement de l'URSS. Dès lors l'ambition était de réaliser cette souveraineté de fait. L'affirmation des Etats s'est inscrite dans la distinction vis-à-vis des voisins, la projection dans une dynamique d'alliance gênait ce dessein. L'accession aux indépendances s'est donc accompagnée d'un cloisonnement : frontières, barrières douanières, régimes de visa ont rendu difficiles voire impossibles les déplacements des populations habituées à circuler librement, les isolant.

Les années passant, la réalité des faits apporte son lot de tensions, voire de conflits : l'eau, la terre, la reconnaissance des frontières, les minorités nationales rendent la coopération nécessaire voire indispensable. Mais les freins restent nombreux. Astana et Tachkent se trouvent dans une posture de concurrence plus ou moins marquée en fonction du degré d'isolement de Tachkent : la politique extérieure ouzbèke oscille en effet entre deux alliances concurrentes – Moscou et Washington – en fonction des conjonctures. Un deuxième frein concerne l'actualité des relations entre l'Ouzbékistan et ses voisins kirghize et tadjik. Elles sont régulièrement tendues par des conflits autour des frontières, des régimes de visas, de migration, de trafics illicites et enfin de la question liée de l'eau et de l'énergie. Ces conflits compliquent les relations que tissent avec lui les voisins de l'Ouzbékistan. Enfin, le dernier frein concerne la question de l'eau. Si dans les faits elle suscite des conflits bilatéraux, elle nécessite en réalité une gestion collective du fait de l'interdépendance évidente au niveau de la région toute entière.

### **Pouvoir et identité : le contexte régional pose certaines contraintes à la coopération**

#### *L'autoritarisme*

Les régimes en place depuis l'indépendance des républiques d'Asie centrale ont une forte ressemblance dans leur autoritarisme, la longévité au pouvoir de leurs dirigeants, le présidentielisme et la personnalisation du pouvoir. Il est un fait que, dans la région, le pouvoir ne se quitte ni de bonne volonté ni par la voie des urnes : les alternances au sommet de l'Etat résultent de processus violents : insurrections (au Kirghizstan en 2005 et 2010) et mort subite d'un président (Turkménistan, 2006).

Au fil des années, les pouvoirs autoritaires se sont consolidés : les élections ont de moins en moins permis une véritable compétition politique, par neutralisation des oppositions. Le référendum a été de plus en plus utilisé pour prolonger le mandat des présidents. Par la suite, le pouvoir des présidents a été renforcé par des amendements constitutionnels, voire l'adoption de nouvelles constitutions. Ces étapes successives dans l'autoritarisme posent les bases du présidentielisme qui rime avec personnalisation du pouvoir, à laquelle se juxtapose une confusion entre les élites économiques et politiques.

Dans ce contexte, la relation entre la société et l'Etat prend la forme d'une trahison et d'une dépossession des perspectives qu'avaient ouvertes les indépendances. L'ouverture politique a pris fin avec l'avènement des nouveaux pouvoirs souverains : les anciennes élites soviétiques se sont approprié le discours national en monopolisant l'espace politique. Les forces politiques qui avaient émergé avec la fin de l'URSS ont été réduites au silence.

La consolidation de l'autoritarisme en Asie centrale donne à la Russie une opportunité de stopper l'érosion de son influence : en assurant aux autocrates locaux de les soutenir dans le maintien d'un tel statu quo politique, elle s'assure de leur être nécessaire. Voilà qui est cohérent avec son objectif de tenir à distance les Occidentaux en se dégageant d'une potentielle ingérence politique, et révélateur d'une crainte partagée d'une contagion des révolutions de couleur. A travers tant l'OTSC que l'OSC, les régimes autoritaires sont assurés de disposer d'un instrument d'appui.

Si le rapprochement de l'Ouzbékistan avec les Etats-Unis (2001) a pu démontrer la marge de manœuvre de celui-ci face à la Russie, l'alliance avec les Occidentaux s'est cependant avérée embarrassante quand elle s'est accompagnée de pressions et de conditionnalité en matière de respect de la démocratie et des droits de l'homme. Il avait alors suffi à Tachkent de changer de système d'alliance et de courtiser à nouveau Moscou, non sans maintenir d'autres partenariats, avec l'Inde, la Chine et l'Allemagne, notamment. Voilà Moscou prévenue.

Le régime de Poutine est attractif car il a fait les preuves de son efficacité autant en termes de stabilité que de poids sur la scène internationale. Le modèle de la « démocratie souveraine » convainc. Il prône une méthode propre sur la voie de la démocratie, en délégitimant toute interférence de l'extérieur. Les régimes les plus autoritaires de l'Asie centrale se reconnaissent dans cette conception et n'hésitent pas à s'en revendiquer. Ainsi l'autoritarisme des régimes d'Asie centrale les inscrit *a priori* dans la sphère d'alliances de la Russie et de la Chine, avec qui elles partagent un tel choix politique, quand tout rapprochement avec les

Occidentaux achoppe sur les questions de gouvernance.

Parmi eux pourtant, le Kazakhstan entretient, plus encore que ses voisins, l'illusion de la démocratisation et, en étant élu à la présidence de l'OSCE pour 2010, en recueille tous les bénéfiques politiques. Un tel trésor de prestige et de légitimité le hisse haut face à ses concurrents sur la scène politique intérieure comme à l'étranger. Au-delà des discours convenus, quelle stratégie l'emportera, de la légitimation de la voie autoritaire de l'un ou de l'intégration au club des démocrates de l'autre ?

*Les besoins identitaires post-indépendance et l'équation impossible de la relation avec la Russie*

Les dynamiques de l'identité rencontrent deux séries de dilemmes : l'invention d'une identité dans le cadre d'une souveraineté inédite ; la diversité culturelle et le choix de « l'idéologie de l'identité nationale »<sup>3</sup>.

Les frontières des républiques soviétiques, bien que souvent artificielles, n'ont pas été remises en cause à la disparition de l'URSS, et ont même donné lieu à des Etats souverains, dans un processus relativement naturel. Ainsi, la politique soviétique à l'égard des républiques fédérées a eu les effets exactement inverses à ceux escomptés. En les dotant de tous les attributs de l'Etat : un territoire donc des frontières, un nom, un drapeau, une langue, un appareil politique et administratif, une nation (« nation tutélaire »), une armée, une élite dirigeante locale, elle leur a permis d'accéder au statut d'Etat souverain, en dépit du faisceau d'interdépendances qu'elle avait tissé (politique, économiques, infrastructures etc.). Dès lors, une fois la souveraineté décidée, sa mise en œuvre en fut largement facilitée.

En accédant à la souveraineté, ces nouveaux Etats ont par conséquent dû conduire une réflexion sur leur identité nationale. Le passé glorieux, généralement confisqué à l'époque soviétique, a été ré-investi voire instrumentalisé (les historiens et linguistes ont été enrôlés par les pouvoirs en place). Le problème résidait alors dans la difficulté d'inventer une identité qui ne soit pas trop exclusive pour permettre à la cohabitation séculaire entre communautés culturelles de perdurer. Le pari n'est toujours pas gagné, tellement l'impératif d'exister en tant qu'Etat indépendant a été présent.

Au Kazakhstan, la démographie complique la construction identitaire nationale avec une population de 40 % de Russes, au lendemain de l'indépendance. Elle n'a pourtant pas toujours su éviter les pièges de la nationalisation de l'identité en dépit de la nature diversifiée de la population. Le kazakh a été choisi comme langue officielle sans consensus au sein de la société kazakhe consciente de l'utilité et de l'avantage de

continuer à maîtriser le russe. Par ailleurs, l'histoire a été réécrite pour valoriser les glorieuses épopées des nomades des steppes ; enfin, les russophones sont quasi systématiquement écartés des postes à responsabilité. Le Kazakhstan s'est différencié de ses voisins en affichant une identité *kazakhstanaise* distincte de l'identité *kazakhe*, qui lève l'ambiguïté des deux niveaux de l'identité : national et ethnique. Au contraire, l'Ouzbékistan en faisant le choix de l'idéologie de l'identité nationale, a pris le risque d'ouvrir le conflit et a provoqué le départ massif des russophones dans l'incapacité de s'identifier au nouvel Etat.

Là où la nature des régimes politiques favorise une entente avec la Russie et limite les relations possibles avec l'Occident, les stratégies identitaires des républiques d'Asie centrale risquent de heurter les ambitions russes : la fierté nationale s'accommode mal d'un paternalisme ou d'un droit de regard hérité de l'ère soviétique. Ces deux domaines déterminent donc des dynamiques en sens contraire.

### **Actualité : les dynamiques nationales dans les cas particuliers du Kirghizstan et du Kazakhstan**

#### *Kirghizstan : les alternances au pouvoir et la constance russe*

Depuis son indépendance, le Kirghizstan a connu deux alternances du pouvoir au sommet de l'Etat sous l'impulsion populaire. En 2005, les contestations contre le régime de Askar Akaev, d'abord dans le Sud du pays et suite aux fraudes électorales des législatives, ont pris l'ampleur d'une protestation de masse l'obligeant à quitter le pouvoir. S'il est vrai que la mobilisation a été populaire et massive, en revanche la « Révolution des Tulipes », couramment apparentée aux révolutions de couleur, n'a amené qu'une faible alternance au pouvoir. C'est une partie de l'élite précédemment écartée du pouvoir qui l'a repris.

Les reculs de la démocratie, la corruption se généralisant, le népotisme et le clientélisme s'imposant, la population kirghize de plus en plus écartée de la participation politique et du développement économique, s'est à nouveau mobilisée à partir du 7 avril 2010 pour réclamer la démission du président Bakiyev. Ce soulèvement, moins encadré et organisé que le précédent, fut meurtrier et conduisit une nouvelle équipe au pouvoir, dépourvue du prestige d'un Bakiyev en 2005. L'ancien président, refusant de démissionner, eut recours à la force. Par ailleurs, la nouvelle équipe au pouvoir montra son incapacité à imposer son autorité dans un tel contexte. S'ensuivirent les dramatiques tueries de Osh et Djallalabad (10-14 juin), dans le sud du pays, qui causèrent la mort de centaines, voire de milliers d'Ouzbeks, jetant sur les routes de l'exil plusieurs dizaines de milliers de personnes<sup>4</sup>. La vérité sur ces événements reste encore à établir, notamment

la responsabilité des fidèles de Bakiyev restés dans la région et leur capacité à mobiliser des hommes en armes, et bien sûr la responsabilité du gouvernement provisoire par son inaction.

Au-delà, ces affrontements inter-communautaires posent la question de la nature des relations entre la nation tutélaire, selon la terminologie soviétique, c'est-à-dire les Kirghizes, et le modèle de nation qu'ils ont offert aux non-Kirghizes. L'observation montre que le Kirghizstan souverain peine à trouver les modalités d'une identification à l'Etat. Pour cela, sa forte présence dans l'espace public serait cruciale ; or depuis 1991, les pouvoirs successifs n'ont pas investi ce domaine politique. Par ailleurs, le Kirghizstan en s'ouvrant aux modèles de pensée occidentaux et en encourageant l'investissement des organisations internationales et des ONG, a tôt fait le choix d'un désinvestissement de l'Etat dans des domaines aussi vitaux pour le pouvoir et sa légitimité que son affirmation, la représentation et la protection des citoyens. Des acteurs, parfois étrangers, parfois privés, l'ont remplacé dans nombre de ses fonctions, dans les services publics notamment. Sans politique d'Etat pour offrir les occasions aux citoyens d'affirmer leur adhésion – participation politique, développement économique, représentation d'un modèle de gestion politique etc. – les dynamiques propres à la société kirghize n'ont pu, depuis l'indépendance, construire que des communautés distinctes. Elles trouvent des bases sociologiques diverses : anciens clans ; ethnies telles que définies par les Soviétiques ; territoire ; intelligentsia etc. Le lien entre elles, pour se sentir appartenir au même Etat, ne peut être inventé que par les représentants de l'Etat.

Cette dynamique identitaire, décrite dans le contexte kirghize, n'est pas propre à ce seul Etat ; elle est singulière de l'héritage soviétique. Et elle n'est pas étrangère à une constante dans le pays, malgré l'alternance des régimes, qui est la recherche du soutien de Moscou. Ainsi, la « Révolution des Tulipes » en mars 2005 ainsi que l'insurrection récente n'ont rien fait perdre à la Russie de son influence. A son arrivée au pouvoir Kurmanbek Bakiyev avait apporté les preuves de sa loyauté à Moscou, pas seulement en raison de conflits internes qui le poussaient à trouver des alliés extérieurs. Cette année encore, Moscou, en apparence très discrète, a en réalité favorisé ce changement de régime : un reportage de la télévision russe n'avait-il pas, sur un ton incendiaire, dénoncé le niveau sans précédent de corruption du clan Bakiyev ?<sup>5</sup> Ce lâchage du pouvoir kirghize fut bien un feu vert pour l'opposition qu'elle vit confirmé lors de sa visite à Moscou à la veille du soulèvement du 7 avril. Les dirigeants de l'opposition kirghize auraient donc reçu le soutien du Kremlin. Bakiyev, en détournant à son profit et celui de sa famille l'argent de l'aide russe au développement perdait une protection indispensable pour garder le pouvoir dans une

république du proche étranger. Est-ce la preuve qu'un pouvoir ne peut s'aliéner Moscou ?

La marge de manœuvre semble en effet maigre, et pour desserrer l'étau d'une telle emprise du Kremlin, il reste à Bishkek le jeu dangereux de la mise en concurrence avec les Etats-Unis. C'est ainsi que le Kirghizstan accueille deux bases militaires, russe et américaine, sur son sol. Cette dualité permet en outre au Kirghizstan d'essayer de résoudre une autre équation : celle de ses ressources financières et sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. La base militaire américaine apporte des subsides vitaux pour le pays.

### *Kazakhstan : l'osmose avec la Russie, non dénuée de risques*

L'histoire confère au Kazakhstan une place particulière auprès de la Russie puisque la partie nord de son territoire a été intégrée à l'empire russe au XVII<sup>e</sup> siècle, ce qui explique qu'elle soit majoritairement russophone. D'ailleurs, le Kazakhstan est le pays de la région à la plus forte proportion de Russes sur son territoire : plus de 20 % de la population aujourd'hui, après plus de 40 % à l'époque soviétique, quand les Kazakhs en constituaient 46 %. A ce clivage de la population se superpose une fracture géographique nord-sud : le nord est peuplé d'« Européens » (russes, ukrainiens, allemands...), il est industrialisé et plus riche alors que le sud, majoritairement kazakh, avec une poche de population ouzbèke, est rural et moins développé. Dès lors, le choix politique de déménager la capitale de l'Etat (1998) dans ce nord, proche de la frontière russe, est chargé de signification quant aux relations que le président kazakh a voulu tisser avec l'ancien « grand frère ».

La proximité entre Kazakhstan et Russie donne l'impression à Nazarbaev de partager le même rang sur la scène internationale. Le fait est que le Kazakhstan dispose d'un certain rayonnement : il s'est vu proposer la présidence de l'OSCE pour 2010. L'image internationale que se donne le Kazakhstan dans sa rhétorique interne grandit le prestige du pays et donc les succès et la légitimité du président. C'est bien ce prestige sur la scène internationale et les prétentions de son président qui donne à la population kazakhe le sentiment d'exister à l'étranger et contribue à sceller à l'intérieur de la société ce sentiment d'appartenir à une même communauté. Cet élément du ciment de la nation acquis à l'extérieur est d'autant plus pratique que le Kazakhstan est doublement mal à l'aise avec son identité nationale et une trop grande valorisation de l'indépendance : elle heurte la population russe du Kazakhstan et la Russie pour qui cette posture contredit son dessein de maintenir une influence significative.

Les républiques d'Asie centrale sont apparues dès leur accession à

l'indépendance comme des Etats vides de contenu et par conséquent, ouverts aux influences extérieures. Cette perception explique l'intérêt et l'investissement des puissances étrangères dans la région. La Russie pour assurer le maintien de son influence politique en Asie centrale a dû, d'une part, réajuster son positionnement – n'ayant plus face à elle des républiques fédérées mais des Etats souverains – d'autre part, réaliser sa propre souveraineté. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine permet à partir de 2000 la restauration de la puissance russe. Cependant les attentats contre les Etats-Unis du 11 septembre 2001 ont provoqué un effet d'aubaine pour l'Asie centrale, la plaçant dans la sphère des intérêts stratégiques des Etats-Unis, ouvrant ainsi de nouvelles occasions de coopération. L'influence russe s'est trouvée menacée.

Plus tard, à partir de 2003, la coopération avec les Occidentaux s'est fragilisée voire rompue, et de façon spectaculaire avec l'Ouzbékistan. La violente répression du soulèvement dans la vallée de Ferghana, à Andijan (mai 2005), a sonné le glas de l'alliance avec les Occidentaux, et les Ouzbeks ont mis un terme au contrat de location des bases militaires.

La résurgence de la Russie en Asie centrale est réelle, et les activités de l'OTSC et de l'OSC en témoignent. Pourtant la réalité de ce regain d'influence dans la région est la plus visible dans le retour discret des Russes dans un droit de regard sur les choix politiques. Certes les médias russes se font l'écho de l'installation de troupes au Kirghizstan et au Tadjikistan, de la formation des militaires kazakhs ou encore de la participation de l'armée ouzbèke à des exercices communs. Mais, dans les coulisses du pouvoir, les interdépendances sont réelles entre les acteurs et les domaines économiques, politiques et sécuritaires. La Russie assure aux régimes centrasiatiques son soutien pour leur maintien au pouvoir au prix de s'imposer comme partenaire économique et commercial et comme un regard distancé qui veille sur les choix de politique extérieure.

#### **Notes :**

---

<sup>1</sup> Elle est en réalité la transformation du Traité de Sécurité Collective mis en place en 1992.

<sup>2</sup> Interview de Dosym Satpaev, publié dans l'hebdomadaire kazakh Respublika, 27 mars 2009.

<sup>3</sup> Bazin, Hours, Selim, 2009.

<sup>4</sup> Les bilans chiffrés restent imprécis : entre 300 et 2000 morts selon les sources et jusqu'à 100 000 réfugiés.

<sup>5</sup> Reportage de la télévision russe NTV le 27 mars 2010, <http://video.namba.kg/watch.php?id=50140>.

**Bibliographie :**

- Asie centrale, un enjeu géostratégique, *Le Courrier des pays de l'Est*, La documentation française, n°1057 septembre-octobre 2006.
- Balci, Bayram « *Conflit interethnique au Kirghizstan en juin 2010 : implications locales et régionales* », CERI, juillet 2010.
- Bazin, L., Hours, B., Selim, M. *L'Ouzbékistan à l'heure de l'identité nationale. Travail, science, ONG*, L'Harmattan, 2009.
- Buisson, A. « State-building, Power-building and Political legitimacy: the case of post-conflict Tajikistan », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol.5, n°4, 2007.
- Delcour, Laure et Ternova, Irina, « Quelle coopération régionale pour les pays d'Asie centrale ? », *Actualité de la Russie et de la CEI*, n°4, octobre 2007, IRIS.
- Doolotkeldieva, Asel, « *Kirghizstan : derrière le masque de l'ethnique* », CERI/Alternatives Internationales, juillet 2010.
- Favarel-Guarigues, Gilles et Rousselet, Kathy, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Paris, CERI-Autrement, 2004.
- Heathershaw, John 'Worlds Apart: the construction making and deconstruction remaking of geopolitical space in the US-Uzbekistan strategic partnership', *Central Asian Survey*, 26(2), Summer 2007.
- 'New Great Game or Same Old Ideas? Neo-sovietism and the International Politics of Imagining "Central Asia"', in David Dusseault (ed.), *The CIS: Form or Substance?*, (Helsinki: Kikimora, 2007).
- "The Tulip Fades: 'Revolution' and repercussions in Kyrgyzstan", *Perspective*, Vol. XVII N° 2, March-April 2007.
- Ilkhamov, Alisher, Kushkunbaev, Sanat « La stratégie d'intégration du Kazakhstan en Asie centrale », *Actualité de la Russie et de la CEI*, n°15, avril 2009, IRIS.
- Laruelle, Marlène et Pérouse Sébastien, *Asie centrale, la dérive autoritaire. 5 républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, CERI Autrement, 2006
- Marchand, Pascal, *Atlas géopolitique de la Russie, Puissance d'hier, Puissance de demain ?*, Edition Autrement Collection Atlas/Monde, 2007.
- Ohayon, Isabelle, « Redéfinition identitaire au Kazakhstan depuis l'indépendance », *Revue Regard sur l'Est*, Sept. 1999.
- Pérouse Sébastien, article sur l'UE, *Questions internationales*, La Russie, n°27 septembre-octobre 2007, La documentation française.
- Raviot, Jean-Robert, *Qui gouverne la Russie ?*, Paris, Lignes-de-Repères, 2007.
- Démocratie à la russe. Pouvoir et contre-pouvoir en Russie*, Paris, Ellipses, 2008.
- Roy, Olivier, *La nouvelle Asie centrale*, Le Seuil, 1997.
- Sharpe, M. E., *Central Asia at the end of the transition*, Ed. Boris Rumer, New York, London, 2005.